

PREFECTURE DE LA LOIRE *34*Direction de la réglementation  
et de la police générale

2° Bureau

Poste téléphonique intérieur  
à appeler : 433

St-Etienne, le

LE PREFET DE LA LOIRE

Officier de la Légion d'honneur,

Etablissements classés.

dossier n° 9.467

Vu ensemble :

- la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifiée par les lois des 20 avril 1932, 21 novembre 1942 et 2 août 1961 ;

- les textes subséquents pris pour l'application des lois visées et notamment les décrets des 24 décembre 1919, 20 mai 1951, 15 avril 1958, 17 octobre 1960, 1er avril et 19 août 1964 et 24 août 1965, et 15 septembre 1966 et 24 octobre 1967 ;

- les décrets des 1er avril 1939 et 1er avril 1964 ;
- la demande présentée par *la* à titre de régularisation, par le gérant de la Société anonyme "BOUSSOIS-BOUCHON-NEUVESSEL", siège est à PARIS, 22 boulevard Malesherbes, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à VBAUCHE, cote 1123, une verrerie à four fumivore, comportant des ateliers de chaudronnerie et tôlerie, avec utilisation de liquides et d'installer un dépôt de fuel léger de 250 m<sup>3</sup> ;

- les plans annexés à cette demande ;

- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1917 susvisée ;

- les avis émis par :

le Directeur départemental du travail et de l'emploi, Inspecteur des établissements classés,

l'Ingénieur en Chef, Directeur des services départementaux de la Construction, l'Equipement ;

l'Inspecteur départemental des services d'incendie et de la sécurité, le Commissaire-enquêteur,

le Maire de VBAUCHE et de CHAMBOEUR

le Conseil municipal de VBAUCHE

le Sous-Préfet de MONTEBRISON

le Conseil départemental d'hygiène

- Considérant que cette installation est comprise dans la classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

- qu'aucune déclaration n'a été recueillie au co



A R R E T E :

ARTICLE 1er-.M. le Directeur de la Société anonyme "BOUSSOIS-SOUCHON-NEUVESSEL", dont le siège est à PARIS 15<sup>e</sup> arrondissement, rue Mallesherbes, est autorisé à exploiter à VRAUCHE, Laurent, une verrerie à four fumivore, comportant des menuiserie, chaudronnerie et tôlerie, avec utilisation odorants et à installer un dépôt de fuel léger de 250

ARTICLE 2-.Cette autorisation est accordée sous réserve que le bénéficiaire se conforme pour l'aménagement et l'entretien de ces installations aux dispositions contenues dans les annexes ci-jointes (n°s 31, 119, 251 et 409) de la circulaire annexée au décret modifié du 20 mai 1953, aux règlements intérieurs des dépôts d'hydrocarbures liquides approuvés par la Commission interministérielle dans ses séances du 14 septembre 1948 et 18 octobre 1953 et aux prescriptions de l'arrêté ministériel de l'Industrie du 16 juin 1966 figurant en annexe.

ARTICLE 3-.En vue d'assurer la protection contre l'incendie, seront installés :

- 2 robinets d'incendie armés de 40 m/m pouvant débiter sous 2,5 bars de pression
- 1 extincteur à poudre de 100 litres, sur roues
- 3 extincteurs à poudre portables
- une réserve de sable moulu de 1 m3 avec matériel de

ARTICLE 4-. Un délai d'un an à partir de ce jour est accordé au bénéficiaire pour terminer l'exécution des prescriptions prescrites par le présent arrêté.

Passé ce délai, la présente autorisation sera considérée comme nulle et non avenue si les dispositions du présent arrêté ne sont pas respectées.

ARTICLE 5-.Aucune modification ne pourra être apportée à cette installation si elle est de nature à en augmenter les inconvénients.

ARTICLE 6-.Dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant le délai de deux ans, une nouvelle autorisation serait nécessaire.

ARTICLE 7-.Le bénéficiaire se conformera aux règlements intervenus ou à intervenir sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

En outre, l'Administration se réserve le droit d'ordonner en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient nécessaires dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour diminuer les inconvénients résultant de cette installation.



ARTICLE 8 - La présente autorisation est uniquement accordée application des règlements sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements.

ARTICLE 9 - M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, M. le de VEAUCHE, le Directeur départemental du travail, l'Inspecteur des établissements classés, sont chargés, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée à la Mairie de VEAUCHE, où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché à la porte de la Mairie et inséré par les soins du Maire dans un journal d'annonces légales du département.

Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette double formalité.

Fait à St-Etienne, le 28 DEC 1967

Ampliation adressée  
à Monsieur le Directeur départemental  
du travail et de l'emploi, Inspecteur des  
établissements classés.

St-Etienne, le 28 DEC. 1967

Pour le Secrétaire Général  
et par délégation,  
Le Chef de Bureau,

P. RAVEL

Pour le Préfet  
Le Directeur de la réglementation  
et de la Police Générale

P. MARGREITHER





2° Bureau

Poste téléphonique intérieur  
à appeler : 433

LE PREFET DE LA LOIRE

Officier de la Légion d'honneur,

Etablissements classés.

dossier n°

9.467

Vu ensemble :

- la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifiée par les lois des 20 avril 1932, 21 novembre 1942 et 2 août 1961 ;

- les textes subséquents pris pour l'application des lois susvisées et notamment les décrets des 24 décembre 1919, 20 mai 1951, 15 avril 1958, 17 octobre 1960, 1er avril et 19 août 1964 et 24 août 1965 et 15 septembre 1966 ;

- la demande présentée par la Société anonyme "BOUCHON-BOUCHON-BOUCHON" en vue d'obtenir l'autorisation d'installer à

St-Laurent, une verrerie à four fusivore, comportant d'installation, chaudronnerie et tôlerie, avec utilisation de produits odorants et d'installer un dépôt de fuel léger

- les plans annexés à cette demande ;

- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 19 décembre 1917 susvisée ;

- les avis émis par :

le Directeur départemental du travail et de l'emploi, Inspectorat des établissements classés,

l'Ingénieur en Chef, Directeur des services départementaux de la Construction,

l'Inspecteur départemental des services d'incendie et de secours,

le Commissaire-enquêteur,

le Maire de

le Conseil municipal de

le Conseil départemental d'hygiène

- Considérant que cette installation est comprise dans la classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

- qu'aucune déclaration n'a été recueillie au cours de l'enquête ;



ARTICLE 1<sup>er</sup>. - M. le Directeur de la Société des  
"BOUCHONS-BOUCHONS-BOUCHONS", dont le siège est à Paris  
rue Malherbes, est autorisé à exploiter à VEAUCHE,  
Leureux, une verrerie à four à univore, comportant des  
de verrerie, chaudronnerie et tôlerie, avec utilisation  
liquides odorants et à installer un dépôt de fuel lég

ARTICLE 2. - Cette autorisation est accordée con  
que le bénéficiaire se conforme pour l'aménagement et  
tiement de ces installations aux dispositions cont  
les annexes ci-jointes (n°s 81, 119, 291 et 409) de la  
ture annexée au décret modifié du 20 mai 1953, aux re  
nement intérieur des dépôts d'hydrocarbures liquides  
par la Commission interministérielle dans ses séances  
1948 et 18 octobre 1950 et aux prescriptions de l'arr  
ministre de l'Industrie du 16 juin 1956 figurant en ann

ARTICLE 3. - En vue d'assurer la protection con  
ceale, seront installés :

- 2 robinets d'incendie avec 40 m/m pouvant débit  
sous 2,5 bars de pression
- 1 extincteur à poudre de 100 litres, sur roues
- 3 extincteurs à poudre portables
- une réserve de sable moule de 1m3 avec matériel de

ARTICLE 4. - Un délai d'un an à partir de ce jo  
accordé au bénéficiaire pour terminer l'exécution des  
prescrites par le présent arrêté.

Passé ce délai, la présente autorisation sera  
rte comme nulle et non avenue si les dispositions du  
présent n'étaient pas respectées.

ARTICLE 5. - Aucune modification ne pourra être  
à cette installation si elle est de nature à en augme  
inconvenients.

ARTICLE 6. - Dans le cas où l'exploitation sera  
rompue pendant le délai de deux ans, une nouvelle au  
serait nécessaire.

ARTICLE 7. - Le bénéficiaire se conformera aux  
règlements intervenus ou à intervenir sur les établis  
dangereux, insalubres ou incommodes.

En outre, l'Administration se réserve le droit  
ordre en tout temps toutes mesures ou dispositions ad  
aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient  
nécessaires dans l'intérêt de la sécurité et de la sa  
publiques ou pour éliminer les inconvenients résultan  
nage de cette installation.

ARTICLE 8. - Les droits des tiers sont formelle  
servés.



ARTICLE 8 - La présente autorisation est uniquement accordée pour l'application des règlements sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements.

ARTICLE 9 - M. le Sous-Préfet de **MONTBRISON**, M. le Directeur départemental du travail de **VEAUCHE**, le Directeur départemental du travail de l'emploi, Inspecteur des établissements classés, sont chargés, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée à la Mairie de **VEAUCHE**, où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché à la porte de la Mairie et inséré par les soins du Maire dans les frais du bénéficiaire dans un journal d'annonces légales du département.

Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette double formalité.

Fait à St-Etienne, le 28 DEC 1967

Pour le Préfet  
Le Directeur  
et de la Mairie

P. MARGREITHER

Ampliation adressée  
à Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines,  
comme suite à son rapport AM/7713 du  
12 septembre 1967.

St-Etienne, le 28 DEC 1967

Pour le Secrétaire Général  
et par délégation,  
Le Chef du Bureau,

P. RAVEL



1. *Journal of Management Studies*, 1990, 27, 1, 1-14.

[illegible]

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

- La lettre précédente par rapport à l'indication de la date visée et relatant la démission du 21 décembre 1944, n'a été reçue que le 17 janvier 1945, et n'a été lue qu'au cours d'une séance du 15 avril 1945, 17 e séance, à 15 h 30, par le Président de la Commission.

[illegible]

- les plans annexés à cette demande ;

- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 10 décembre 1956 susvisée ;

les avis émis par :

le Directeur départemental du travail et de l'hygiène, l'un  
des établissements cités, le Département  
d'Ingénieurs en Chef Directeur des Ponts et Chaussées  
la Construction, l'Équipement ;  
l'Inspecteur départemental des services d'incendie et de  
le Commissaire-expéditeur,  
le Maire de VANDOEUVRE et de CHATEAULAIN  
le Conseil municipal de Vandœuvre  
le Sous-préfet de NANCY  
le Conseil départemental d'hygiène

- Considérant que cette installation est comprise dans la classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;  
- qu'aucune déclaration n'a été recueillie au ce l'enquête ;

